

À L'HEURE DE RECONSTRUIRE LA NOUVELLE-ORLÉANS, LA QUESTION RACIALE SE RAPPELLE AU SOUVENIR DE L'AMÉRIQUE

Par Eric Mann

La nuit avant que ne frappe l'ouragan Katrina, la Nouvelle-Orléans était une ville d'une population de presque 500 000 personnes, composée aux deux tiers d'afro-américains (Noirs). Elle était représentative de ce que sont devenus de nombreux centres urbains américains aujourd'hui, après des années de gouvernance guidée par le seul principe du moins d'Etat, selon lequel « c'est le gouvernement qui justement cause problème » : ses écoles et ses services publics tombaient en morceaux. Plus de 142 000 personnes vivaient dans la pauvreté, dont 84 pour cent de Noirs, la majorité d'entre eux travaillant du lever au coucher du soleil tout en restant au dessous du seuil de pauvreté. De nombreux Noirs étaient sans emploi ; officiellement plus de 13 pour cent, un taux en réalité passablement plus élevé si on tenait compte des chômeurs de longue durée. (Selon les statistiques du Bureau du travail, la moyenne nationale était de 4,9 pour cent en août 2005). A la Nouvelle-Orléans, « pauvre » et « Noir » étaient quasiment des synonymes.

Pour ceux qui travaillaient tout comme pour ceux qui ne pouvaient trouver un emploi, la menace de l'incarcération était constante, souvent pour la plus petite des infractions. La Louisiane est la capitale américaine des prisons avec le taux le plus élevé d'incarcérations par habitant dans un Etat : 173 000 personnes sont emprisonnées sur une population de 4,5 millions de personnes. Les Noirs représentent 32 pour cent de la population de la Louisiane, mais 75 pour cent de ses prisonniers...

Le quartier le plus vulnérable aux inondations, Lower 9th Ward, était à 98 pour cent composé de personnes noires. Les autres quartiers situés sous le niveau de la mer comprenaient Eastern Orleans (composé de Noirs à 80 pour cent), et les quartiers situés en basse altitude que sont Mid-City, Bywater et Gentilly sont également tous des quartiers avec des pourcentages élevés de résidents noirs. Même dans la région centrale de la ville, les Blancs vivaient sur des terres au-dessus du

niveau de la mer : le Garden District (peuplé à 89 % de Blancs), Audubon (blanc à 86 %), Touro (blanc à 74 %), et la French Quarter (blanc à 90 pour cent). Les gens à la Nouvelle-Orléans savent que les distinctions de classe et de race des résidents dans la ville sont en lien avec le niveau de la mer. Les plus pauvres sont dans l'obligation de vivre avec les plus grands risques parce que c'est là que se trouvent les habitations les plus « abordables », sous le niveau de la mer.

Le 29 août, une ville noire, appelée par les militants la ville la plus afro-centrique des Etats-Unis, a été littéralement rayée de la surface de la Terre. Au moins 1836 personnes ont été tuées, dont 70 pour cent étaient noires. Les efforts d'évacuation, approximatifs et chaotiques, ont dispersé plus d'un quart de million de personnes noires aux confins de la tempête. La majorité est allée à Shreveport et à Bâton Rouge en Louisiane ; à Houston au Texas ; et à Atlanta en Géorgie, mais ceux qui se mobilisent pour la Nouvelle-Orléans disent que les membres de la communauté noire, dépossédés et dispersés, se trouvent aujourd'hui dans 44 Etats. Parmi eux, plusieurs tentent toujours de trouver le moyen de revenir à la maison.

RECONSTRUIRE : UNE MESURE RÉPARATOIRE

Ces éléments ne surprendront en rien quiconque est familier de l'histoire du racisme aux Etats-Unis. Les dévastations de l'ouragan Katrina ont essentiellement touché les pauvres et les Noirs, tout comme les impacts des désastres naturels dans le monde tombent plus lourdement sur les plus démunis, moins armés pour les affronter.

Mais Katrina a également créé une occasion pour reconstruire la Nouvelle-Orléans d'une manière radicalement différente qui pourrait réparer les inégalités profondes ancrées dans le modèle résidentiel de la ville, dans l'éducation et l'emploi. Il est aujourd'hui urgent de mettre les efforts de reconstruction sur les bons rails qu'ils ne soient pris en otages et ramenés à une restauration de l'ordre ancien et au bétonnage du statu quo ayant précédé le désastre.

Des signes inquiétants apparaissent déjà. En juin l'AFL-CIO (une fédération de syndicats aux Etats-Unis) s'est engagée à investir 1 milliard de dollars pour construire des logements accessibles dans le quartier de Tremé, un des plus anciens, habité par une population à forte majorité noire. C'est une bonne nouvelle (le gouvernement



Les évacués du Superdome se bousculent pour un peu d'espace alors qu'ils tentent de faire une file pour accéder à un bus qui doit les conduire à l'Astrodome de Houston, le 1er septembre 2005.

Photo : © Michael Ainsworth/The Dallas Morning News/epa/CORBIS

fédéral pour sa part devrait s'engager à hauteur de 50 milliards pour la construction de logements pour les personnes à bas revenus), et on aurait pu s'attendre à ce que le geste soit salué par ceux qui font l'opinion dans la ville. Or l'écho a été souvent hostile et sous-tendu de préjugés raciaux. Prenons pour exemple la réaction de Pres Kabakoff, qu'un Mike Davis, du journal *The Nation*, qualifiait de « développeur, gentrificateur et patron local du nouvel urbanisme » (de *gentry*, une noblesse sans titre en Angleterre, embourgeoisement, élitisation. Mais le terme désigne également une revalorisation des centres urbains abandonnés au profit de l'étalement urbain. Dans ce dernier cas, la gentrification est présentée comme une solution aux villes tentaculaires. ndlt). Kabakoff s'est plaint depuis des années du fait que la Nouvelle-Orléans était composée de trop de gens pauvres. (Même les pauvres en conviendraient

– la véritable question est, où sont les emplois qui permettent de vivre?) Et juste au moment où un projet est lancé qui permettrait d'aborder, même en surface, le désastre résidentiel dans la ville, Kabakoff déclare à *US News & World Report* : « Vous risquez de surcharger la ville avec des logements à bas prix. Il est important de ne pas vous retrouver avec des quartiers qui concentrent la pauvreté. »

Tuer dans l'œuf cette tendance va demander un engagement ferme de la part du gouvernement local et fédéral – un engagement qui ne s'est pas concrétisé pour l'instant. Il revient donc aux mouvements sociaux tel le Fonds d'aide à la population touchée par l'ouragan, et aux douzaines d'autres organisations à la Nouvelle-Orléans, mais également à tous les Américains, de redéfinir le débat et d'initier un mouvement pour soutenir l'engagement en faveur de la reconstruction. Ce mouvement doit se concentrer sur les éléments-clés d'un plan permettant de saisir les occasions que Katrina nous a offertes de reconstruire la Nouvelle-Orléans comme elle aurait dû être construite.

Le premier de ces éléments est le droit au retour, déjà mentionné. A l'évidence, les gens doivent avoir un endroit où revenir en ville, ce qui veut dire que le gouvernement fédéral doit mettre en place un réseau de logements temporaires décents, au moins sous la forme de roulottes et qu'il doit entreprendre un programme massif pour assurer la construction de logements abordables. Un programme de soutien financier est également nécessaire, qui débiterait avec un chèque de, disons, 10 000 dollars pour chaque survivant de la catastrophe.

Deuxièmement, la Nouvelle-Orléans doit être reconstruite en partant des principes d'égalités raciale et spatiale. Il n'est pas acceptable que les personnes de couleur n'aient que le choix entre revenir dans des quartiers vulnérables ou ne pas revenir du tout. Le gouvernement fédéral a le pouvoir, de par les actes législatifs dits de domaine éminent (droit d'expropriation) et des droits civiques (avec des compensations), de créer un système de loterie pour déterminer les quartiers où les futurs résidents, dont les 250 000 qui reviendront, vivront. Alors que la ville tente de répondre à ses problèmes structurels à long terme, les Noirs ont besoin d'un accès à des quartiers situés plus en hauteur et les Blancs doivent partager, avec une coalition multiraciale redessinant la ville de la manière la plus sûre possible, le risque lié à la manière dont la ville est construite.

Troisièmement, le Département américain de la justice devrait poursuivre les représentants officiels de l'Etat pour violation de la législation sur les droits de vote de 1965, qu'ils ont délibérément ignorée parce que les stratèges du Parti Républicain ont très vite compris les implications souterraines de ce déplacement démographique massif. Depuis l'élection présidentielle de 1968, on a assisté à des mouvements de « ressac » des Blancs à la fois contre les Noirs et le Parti Démocrate, depuis que ce dernier a fait passer en 1964 l'Acte législatif des droits civiques, en 1965 l'Acte pour le droit de vote, et qu'il a actionné le Département de la justice pour s'assurer leur application – soulignons que le Sud blanc a voté républicain depuis. Malgré cela, les Noirs de la Nouvelle-Orléans ont utilisé leurs suffrages pour faire élire maire le démocrate Ray Nagin, Mary Landrieu au Sénat, Kathleen Blanco comme gouverneur et Bill Clinton à la présidence avec les votes du collège électoral de Louisiane en 1992. Les stratèges républicains considèrent donc que l'amoindrissement de la population noire pourrait mener au gain d'au moins deux sièges au Congrès, un siège supplémentaire au Sénat, faire basculer le poste de gouverneur de leur côté et ancrer fermement le positionnement de la Louisiane entre les mains des conservateurs pour les prochaines élections présidentielles.

Les attaques contre l'Acte pour le droit de vote de 1965 font partie de cette stratégie. En avril 2006, avant les élections à la mairie, le NAACP Legal Defense et Education Fund, ainsi que d'autres groupes défendant les droits de la personne, ont demandé aux Cours fédérales de repousser les élections en s'appuyant sur le fait que la population noire était privée du droit de vote. Les Cours ont rejeté cette demande. La tenue de futures élections à la Nouvelle-Orléans ou en Louisiane, avant que l'on ait remédié au problème de la dispersion massive d'électeurs noirs par le droit au retour – et ainsi restauré la réalité du vote entre les Noirs et les Blancs – serait un cas flagrant de non-respect de l'Acte du droit de vote de 1965 et du 14^{ème} amendement de la Constitution (la clause de défense de l'égalité). Devant l'hostilité des Cours fédérales à toutes les revendications concernant les droits civils, il faudra un nouveau mouvement des droits civils pour faire valoir ces demandes légitimes devant la population, le Congrès et le Président.

Quatrièmement, il faut un investissement massif dans le système de digues. De l'aveu même du Corps des ingénieurs de l'armée, le système de digues de la Nou-

velle-Orléans a été un patchwork, un bricolage qui s'est désintégré sous la force de Katrina. La saison des ouragans de 2006 a déjà commencé, mais le gouvernement américain n'a investi que 800 millions de dollars pour les réparations d'urgence – une mesure provisoire qui ne peut qu'espérer protéger la population contre des ouragans de catégorie 2 (des vents atteignant 177 kilomètres à l'heure).

Le Dr Ray Seed, le chef de l'équipe de scientifiques de l'Université de Berkeley en Californie qui a évalué les récentes réparations des digues, a conclu que « dans son ensemble, le système de protection contre les inondations à la Nouvelle-Orléans doit être considéré avec méfiance... ». Le rapport de l'équipe critique les efforts du passé en affirmant que « les gens sont morts parce que des erreurs ont été commises et parce que la sécurité a été remplacée par une logique de rentabilité et de réduction des coûts ».

De retour des Pays-Bas, où la population vit en moyenne à plus de deux mètres en dessous du niveau de la mer, le journaliste John McQuaid s'est publiquement étonné en novembre dernier dans le *Times-Picayune* qu'en comparaison de ce qui se fait en Hollande en termes de protection contre les inondations, les réalisations de la Nouvelle-Orléans apparaissent comme primitives et construites à la va-vite.... Les régions urbanisées du pays – comme La Haye et Rotterdam – sont prévues pour résister à un type de tempête qui ne risque de se produire que tous les 10 000 ans!

Les Hollandais dépensent 1,5 milliard d'euros par année pour se protéger des inondations. Une dépense comparable aux Etats-Unis devrait atteindre les 30 milliards de dollars, ou même beaucoup plus si l'on tient compte du fait que ses régions côtières sont beaucoup plus étendues. Le problème est politique autant que technique : comme le souligne McQuaid, « la maîtrise des inondations est une religion nationale aux Pays-Bas. Pour les 49 Etats américain, c'est le problème de la Louisiane.

RELOCALISATION

Les quatre éléments énumérés ci-dessus représentent le minimum qu'exigerait la moindre justice. (Au passage, il faut mentionner que Katrina offre à la fois l'occasion de reconstruire la ville pour les Noirs et en tenant compte de facteurs écologiques – en réduisant le nombre de voitures sur la route de moitié; en

demandant de doubler les normes fédérales visant le kilométrage effectué par celles-ci; en créant des zones sans voitures, des heures sans voitures et des jours sans voitures, à l'instar de ce qui se fait à Bogotá et dans d'autres villes; ainsi qu'en créant un système de transports publics à bas coût ou gratuit et disponible en tout temps, utilisant des bus à carburants propres.)

Mais en dernière instance, nous devons nous demander si la Nouvelle-Orléans ne devrait pas être reconstruite ailleurs. Le défi immédiat est de reconstruire la Nouvelle-Orléans comme une ville à majorité noire avec une population de 500 000 personnes; cet objectif à lui seul exigera une reconstruction massive des basses terres de la ville, des investissements dans les infrastructures, la construction de logements publics, des allocations de relocalisation et des soutien, durant plusieurs années, aux personnes qui seront revenues. Mais les climatologues notent que les niveaux des mers continuent de monter et que si le réchauffement se poursuit sans contrôle, la montée des eaux risque d'être catastrophique. L'avenir à long terme de nombreuses villes côtières, ici et ailleurs dans le monde, pourrait ainsi impliquer la relocalisation sur des sols plus élevés. Dans les années à venir, si des changements radicaux des politiques américaines et internationales ne sont pas mis en œuvre, de nombreuses villes côtières, nonobstant leurs fortifications, seront détruites par des ouragans puissants renforcées par le réchauffement climatique. Malgré cela, le débat sur la relocalisation de la Nouvelle-Orléans ne peut avoir lieu de façon démocratique avant que les 250 000 personnes de race noire ne soit toutes ramenées chez elles.

QUE FAUDRA-T-IL ?

Durant la dernière période de forte influence de la gauche dans la société américaine, toute une série de revendications, faisant partie d'un programme, étaient perçues comme incarnées dans un mouvement cohérent. Les mouvements pour les droits civiques et contre la guerre au Viêt-nam ont encouragé le développement et l'expansion des mouvements chicano, des habitants des îles du Pacifique et d'Asie du Sud-Est, des Peuples Autochtones. Puis on a vu apparaître le mouvement de libération de la femme, les mouvements gays et des lesbiens et le mouvement environnemental. C'étaient les années soixante.

Aujourd'hui, par comparaison, un consensus bipartisan a réussi à incarcérer 2,2 millions d'Américains, (dont 1 million sont des Noirs) et à envahir un pays souverain, l'Irak, en s'appuyant sur une justification mensongère; des pressions se font sentir pour dénier aux femmes le droit d'avorter, 12 millions d'immigrants latinos ont été criminalisés, et une Etat sécuritaire a été instauré. Pensons-nous vraiment pouvoir construire un mouvement environnemental pour lutter contre le réchauffement climatique, avec tous les sacrifices et le respect de la planète qu'un tel combat implique dans ces conditions politiques? Il faudra bien davantage que des discussions éthérées sur une « nouvelle coalition progressiste » pour réaliser la transformation dont nous avons besoin pour contrer l'hégémonie actuelle.

Le défi de reconstruire une Nouvelle-Orléans à majorité noire – une démarche juste, considérant ce qu'elle était il y a un an –, une ville verte dotée d'une puissante protection contre les ouragans et une réglementation plus stricte des industries et de l'usage de la voiture, semble relativement raisonnable. Or de nombreuses idées raisonnables exigent une pensée et des gestes révolutionnaires. Comme toujours, c'est la communauté noire, la plus opprimée, la plus souvent attaquée, qui détient l'opportunité de nous mener tous en dehors de cette jungle, vers un nouveau paradigme urbain et national, si nous avons la volonté commune de créer un nouveau tsunami populaire, centré sur la décence et la conscience.

Eric Mann est directeur du Centre pour une stratégie communautaire et pour l'emploi à Los Angeles et l'auteur d'un livre publié récemment, *Katrina's Legacy : White Racism and Black Reconstruction in New Orleans and the Gulf Coast*.